

Extrait d'un article du journal Le Monde du 1^{er} décembre 2010 :

« Lorsque s'est ouvert le procès de la dioxine, lundi 29 novembre, devant le tribunal d'Albertville (Savoie), on savait déjà ce qu'il ne serait pas. Il n'y aurait ni examen de l'impact sanitaire des émissions de fumées toxiques de l'usine d'incinération de Gilly sur Isère (Savoie), ni autopsie de la chaîne de responsabilités qui, pendant des années, a retardé la mise aux normes de l'incinérateur et provoqué cette catastrophe écologique »

Et si l'histoire repassait les plats ?

La crainte de revivre une situation identique à celle évoquée semble hanter les esprits des riverains du site de Château Feuillet sur le territoire de la commune de La Léchère.

« Ne croyez jamais d'emblée au malheur des hommes. Demandez-leur seulement s'ils peuvent encore dormir ? ... Si oui, tout va bien. Ça suffit. »

Le problème, Madame le commissaire, c'est que je sais que, d'une commune l'autre, beaucoup ne dorment plus comme ils le souhaiteraient.

Non convaincus, comme moi, par ce soit disant « projet écologique », ils vous ont fait part de leur intention de ne pas se trouver prisonniers d'un futur scandale sanitaire.

De nombreux arguments scientifiques vous ont déjà été présentés et je ne veux pas ici les paraphraser.

Aussi me contenterai-je d'axer ma réflexion sur un point.

L'absence de recul sur le process présenté par la société Ugi'ring n'incite-t-il pas à ce qu'il soit mis en œuvre à l'écart d'un bassin de population ?

Ce principe de précaution ne doit-il pas de facto s'appliquer ?

Espérant avoir apporté une contribution constructive, je vous prie, Madame le commissaire d'agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Un habitant de la Léchère.